National Energy Board | Office national de l'énergie

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Introduction

Le rapport financier trimestriel de l'Office national de l'énergie…

- devrait être lu parallèlement avec le budget principal des dépenses;
- a été établi par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor;
- n'a pas fait l'objet d'une vérification ou d'un examen externe.

Une description sommaire des activités de programme de l'Office se trouve dans la partie II du *Budget principal des dépenses*.

Au cœur des priorités de l'Office, nous retrouvons ce qui suit : être actif dans le domaine de la sécurité; se rapprocher des Canadiens; faire preuve d'excellence en matière de réglementation.

Le financement de l'Office provient d'autorisations parlementaires annuelles. L'Office recouvre ultérieurement la majorité de ses dépenses auprès des sociétés qu'il réglemente et les montants recouvrés sont déposés dans le Trésor du gouvernement du Canada.

Méthode de présentation du rapport

Le présent rapport trimestriel a été produit par la direction à l'aide d'une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint au rapport inclut les autorisations de dépenser accordées par le Parlement et utilisées par l'Office, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice 2015-2016. Le présent rapport trimestriel a été établi à l'aide d'un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière ayant trait à l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut pas dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées sous forme de limites annuelles, au moyen de lois de crédits, ou sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées, au moyen de lois.

National Energy Board | Office national de l'énergie

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015

L'Office utilise la méthode de la comptabilité financière intégrale pour préparer et présenter ses états financiers annuels, qui font partie du processus de rapport sur le rendement. Néanmoins, les autorisations de dépenser votées par le Parlement demeurent axées sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs à ce jour

Dépenses réelles

- Les dépenses relatives au personnel à ce jour à la fin du deuxième trimestre sont inférieures de 2,6 millions de dollars à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Cet écart est attribuable au versement d'indemnités de 4,5 millions de dollars aux premier et deuxième trimestres de 2014-2015 (découlant de l'élimination du programme d'indemnités de départ des employés représentés). La différence de 2,0 millions de dollars est le résultat d'une augmentation des dépenses relatives au personnel en 2015-2016 concernant un financement accru pour les audiences Énergie Est et Impériale Beaufort.

- Le déménagement des bureaux de l'Office en 2014-2015 a été à l'origine de diverses dépenses, et aux premier et deuxième trimestres de l'exercice en question, elles surpassaient de 4,2 millions de dollars celles enregistrées durant les deux premiers trimestres de 2015-2016. On remarquera en particulier que les dépenses au titre des locations ont régressé de 2,4 millions de dollars pour le trimestre par suite du déménagement. Pour la même raison, les sommes liées à l'acquisition de machines et de matériel ont aussi diminué de 1,1 million de dollars.

- La baisse de 1,6 million de dollars des autres subventions et paiements découle d'un paiement de transition unique au premier trimestre de 2014-2015 visant la mise en œuvre de l'arriéré de paiement salarial par le gouvernement du Canada.

- Aux premier et deuxième trimestres de 2015-2016, les paiements de transfert ont été supérieurs de 0,5 million de dollars à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Dépenses prévues

Les écarts au chapitre des dépenses prévues en 2015-2016 comparativement à l'exercice précédent sont les suivants :

National Energy Board | Office national de l'énergie

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015

- L'augmentation de 5,7 millions de dollars des dépenses prévues comparativement à ce qu'elles étaient dans le budget principal de 2014-2015 découle principalement d'une hausse du financement pour les audiences Énergie Est et Impériale Beaufort.

- Le report du budget de fonctionnement de 3 millions de dollars a été approuvé au deuxième trimestre de 2015-2016. La plus grande partie de cette somme a été versée au titre des services professionnels et spéciaux.

Risques et incertitudes

Vu la nature du mandat de l'Office, les dépenses varient en fonction d'événements prévus et imprévus, à l'interne comme à l'extérieur, qui sont à l'origine d'incertitudes et de pressions sur les ressources. Les responsabilités de l'Office ne sont pas uniquement façonnées par les tendances émergentes en matière énergétique, mais aussi par l'analyse proactive des tendances dans les domaines de la sécurité, de l'environnement et de l'économie ainsi que dans la société en général. Ces tendances peuvent influer sur la capacité de l'Office de s'acquitter de ses obligations dans l'intérêt public canadien.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

L'Office a eu droit à un financement supplémentaire en 2015-2016 pour les audiences Énergie Est et Impériale Beaufort qui a été à l'origine d'un accroissement de ses autorisations.

Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par :

C. Peter Watson, P. Eng. FCAE
Le président et premier dirigeant,

Paula Futoransky
La dirigeante principale des finances,

National Energy Board | Office national de l'énergie

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015

(Calgary, Canada)
(Le 30 novembre 2015)

ÉTAT DES AUTORISATIONS
(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Exercice 2015-2016			Exercice 2014-2015		
	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2016*	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 septembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2015*	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 septembre 2014	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses de fonctionnement	71 610	16 362	32 090	67 194	18 676	40 425
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 184	2 046	4 092	6 878	1 690	3 380
Total des autorisations budgétaires	**79 794**	**18 408**	**36 182**	**74 072**	**20 366**	**43 805**
Autorisations non budgétaires						
Total des autorisations	**79 794**	**18 408**	**36 182**	**74 072**	**20 366**	**43 805**

Voir le tableau qui suit pour un complément d'information

** Ne comprend que les autorisations disponibles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.*

DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR ARTICLE COURANT (non vérifié)

(en milliers de dollars)	Exercice 2015-2016			Exercice 2014-2015		
	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2016	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 septembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2015	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 septembre 2014	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses						
Personnel	56 901	15 394	30 596	47 852	15 257	33 230
Transports et communications	3 617	826	1 335	4 193	633	1 106
Information	689	84	94	799	105	144
Services professionnels et spéciaux	12 963	1 227	2 226	13 319	227	2 550
Locations	689	225	593	799	2 555	2 629
Réparation et entretien	689	120	509	799	181	689
Services publics, fournitures et approvisionnements	344	86	171	399	103	168
Acquisition des terrains, de bâtiments et de travaux	-	0	6	-	429	429
Acquisition de machines et de matériel	1 206	44	71	2 298	816	1 249
Paiements de transfert	3 214	400	570	3 614	56	56
Frais de la dette publique	-	-	-	-	-	-
Autres subventions et paiements	-	2	11	-	4	1 555
Total des dépenses budgétaires brutes	**80 312**	**18 408**	**36 182**	**74 072**	**20 366**	**43 805**
Moindre						
Total des produits affectés aux dépenses	**518**	-	-	-	-	-
Total des dépenses budgétaires nettes	**79 794**	**18 408**	**36 182**	**74 072**	**20 366**	**43 805**